

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Débat à gauche

# **Battre Sarkozy par la gauche**

- Politique -

Date de mise en ligne : lundi 8 janvier 2007

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Deux tendances traversent dans les jours présents les militants ouvriers, socialistes, communistes, syndicalistes, laïques ... Contrairement à ce que certains échanges pourraient donner à croire, ce ne sont pas deux tendances délimitées qui se considèrent mutuellement comme perdues pour la cause, mais ce sont des attitudes combinées, souvent chez les mêmes camarades, dans les mêmes têtes. D'une part nous voulons chasser la droite et battre Sarkozy, d'autre part nous sommes pour le moins interrogatifs et suspicieux devant l'investiture de Ségolène Royal par le Parti socialiste. La pire des choses serait que les tenants de ces deux attitudes se lancent des excommunications réciproques car il est normal qu'elles partagent, qu'elles préoccupent, qu'elles cohabitent et qu'elles débattent dans nos têtes et nos coeurs.**

Et il ne s'agit pas que des militants. Des secteurs du salariat s'interrogent. Le cas des enseignants des lycées et des collèges est particulier, mais il est en même temps important et significatif. La grande majorité d'entre eux veut barrer la route à Sarkozy, mais la même grande majorité n'a pas avalé, non seulement la "cassette", mais toute l'orientation de Ségolène Royal qui n'est ni plus ni moins que celle de la droite contre l'école publique et ses personnels (carte scolaire, décentralisation, agences régionales de l'orientation, cours gratuits donnés par les étudiants aux élèves en difficulté, recrutement local, le tout avec la même grossièreté et le même sens de la désinformation qu'on avait connu de la part d'Allègre).

Mais il y a aussi des syndicalistes, des délégués dans de petites boîtes, qui n'ont pas avalé la confusion volontaire des déclarations de la même candidate sur "les 35 heures", juste avant que le patronat et les parlementaires Ump ne mettent en cause explicitement celles-ci, dans les Hôtels-Cafés-Restaurants.

Une fois investie, la candidate a expliqué que sa campagne se ferait sous le signe de la décentralisation. Les conseils régionaux et les comités "Désirs d'Avenir", structures plus ou moins virtuelles dont la fonction première est de relativiser la place du PS en tant que parti, doivent y avoir une place centrale. La première responsable de l'organisation de la campagne, Camille Putois, était ... responsable des élections auprès du ministre Nicolas Sarkozy jusqu'au mardi soir ; le mercredi matin elle était permanente du comité de campagne de Ségolène Royal. Celle-ci se rend au Liban, coachée par la diplomatie et par l'armée sous la supervision directe de Jacques Chirac. C'est dans ce cadre que se produit l' "incident" des déclarations du député Hezbollah amalgamant Israël et nazisme : que la candidate et l'ambassadeur les aient entendues ou pas (notons qu'il est tout de même surprenant que la France envoie au Liban un ambassadeur qui ignore l'arabe), l' intention politique de celle-ci n'était pas alors d'y réagir mais de dire un peu de mal de Bush : en accord avec Chirac ? Toujours est-il que les sarkoziens se sont alors déchainés. Alors le lendemain rectification et au delà : Ségolène Royal apporte son soutien à la construction du Mur de la honte en Cisjordanie, se montre compréhensive pour les survols des bases militaires françaises de la Finul par l'aviation israélienne, et surtout proclame qu'il faut interdire le nucléaire civil iranien : une position qui, au jour d'aujourd'hui, la situe sur ce sujet quelque part à la droite de ... Bush, et signifie la guerre assurée !

Pas plus que ses positions sur la poursuite à outrance de la décentralisation -celle de Raffarin-, sur la répression de la délinquance, sur bien d'autres choses encore, ces positions en matière de relations internationales n'ont le moindre rapport avec les positions, bonnes ou mauvaises, du Parti socialiste. La candidate appelle à la "participation" populaire dans sa campagne d'une manière typiquement autoritaire et bonapartiste : "faites remonter", dit-elle aux membres du Ps, les informations auprès du chef suprême. Le bonapartisme féminin n'a pas une nature différente de l'éternel bonapartisme...

Toute cette dérive se déroule dans une situation qui, pour l'heure, est marquée par le fait que de larges masses ont intériorisé un aspect de ce qui s'est passé en 2002 : le système présidentiel de la V<sup>e</sup> République peut ménager les pires "surprises" et l'on ne veut pas que cela se reproduise. Au moment présent, cette conscience pèse dans le sens

d'un vote utile dès le premier tour, quelles que soient les dérives vers la droite et vers l'union nationale de la candidate et de sa campagne. Deux questions se posent naturellement : jusqu'à quand cette contradiction peut-elle ne pas éclater jusque dans les intentions de vote de ces larges couches ? et les militants qui la voient, qui en sont conscients, peuvent-ils simplement dire " - hé oui c'est comme ça, c'est bien triste mais il faut battre Sarkozy .." ?

A ces deux questions s'en ajoute de plus en plus une troisième. De larges secteurs du patronat et de l'Etat craignent la confrontation que signifierait l'élection de Sarkozy. La candidate investie par le Ps a bénéficié du soutien de larges secteurs patronaux et médiatiques pour être imposée au Ps. Une fois cette opération réussie, il n'apparaît pas pour l'instant que ce soutien soit en recul, au contraire. Des sondages apparaissent qui font état d'un électorat flottant qui n'est pas l'électorat historique de la gauche, entre Sarkozy et Royal voire entre ces deux là plus Le Pen. La dimension d'union nationale, dessinant un gouvernement Royal qui ne serait pas un gouvernement de gauche "classique" mais un gouvernement se voulant au dessus des classes et des partis, pour moderniser, restaurer et sauver la Ve République et poursuivre toute la politique de la droite en commençant par ne rien abroger du tout de son oeuvre, est clairement dessinée. Au point que les travailleurs qui comptent à ce jour voter pour elle ne se font pas d'illusions sur son programme ni sur l'intérêt qu'il pourrait y avoir à peser pour l'infléchir.

Il y a là un phénomène en grande partie nouveau, qui menace la nature même du Ps et son existence comme parti, donc au delà du Ps qui menace d'affaiblir structurellement le mouvement ouvrier français face aux attaques néo-libérales et à la V° République.

Est-ce que la meilleure manière de le combattre est de dire qu'il faut maintenant faire une campagne "pour faire gagner la gauche" en alignant tout l'électorat de gauche sur le vote Royal ? Ou est-ce que les militants socialistes que nous sommes n'ont pas le devoir de dire qu'en tant que socialistes, ils ne peuvent pas à ce jour et à cette heure cautionner l'orientation politique de cette campagne ; que la gauche ne peut s'unir et ne peut gagner que pour abroger les lois de la droite et gouverner à gauche ?

Chacun aura compris que la question est plus profonde que celle de la "discipline". Il s'agit en l'occurrence de la responsabilité de militants du Parti socialiste, en tant que tels, devant la classe ouvrière et devant le pays.

Dans la mesure où la campagne Royal est tournée vers la droite et l'union nationale, sur le programme antisocialiste de l' "ordre juste" qui n'est pas un programme insuffisant et critiquable à nos yeux mais qui est l'inverse de ce pour quoi nous combattons, le seul argument décisif qui vaille est en même temps le pire, c'est celui de la logique électorale de la V° République : comme il faut éviter un nouveau "21 avril" nous n'aurions pas le choix.

Ce à quoi on peut déjà répondre trois choses. D'une part que c'est parfaitement antidémocratique et que le renversement de la V° République, dans une telle impasse, doit être plus que jamais mis en discussion. D'autre part que le risque d'un "21 avril" concerne aussi la droite et la dispersion de ses voix, ce qui relativise le "danger".

Enfin que "si"... si une vraie candidature socialiste existait en intégrant l'unité du regroupement dit "antilibéral" formé avec et à côté du PCF, elle aurait la possibilité historique de capter la volonté de gagner contre Sarkozy et de s'unir à gauche, donc d'inverser le piège du "vote utile". Ceci n'est pas un rêve, c'est une réalité objective : le barrage contre elle, c'est encore ... la V° République et la nécessité d'avoir 500 signatures de maires pour se présenter, donc la caution d'un ou de plusieurs appareils politiques.

C'est pour cela que le Pcf, depuis l'investiture de Ségolène.Royal au Ps, se trouve interpellé, que les meetings du Mans, de Montpellier, de Grenoble, de Montreuil, ont vu réapparaître l'atmosphère des rassemblements de la campagne du Non de gauche.

## Battre Sarkozy par la gauche

---

Au moment présent, décembre 2006, des militants socialistes ne doivent-ils pas peser dans le sens d'une telle candidature ? Cela non par esprit de revanche ou je ne sais quoi de sectaire, mais au contraire dans l'intérêt général de la classe ouvrière : s'il est encore possible de battre Sarkozy en battant aussi la tentative de liquidation du socialisme qui a bel et bien commencée, alors cette bataille vaut la peine d'être menée. Quitte à ce que tous les camarades ayant aujourd'hui des points de vue différents se retrouvent peu après pour faire le bilan ; mais pour faire les bilans, il faut mener les batailles.

**Vincent Présumey**, 11 décembre 2006.